



# L'ANGLAIS EST MENACÉ AUX ÉTATS-UNIS

Même si 82 % des Américains (recensement 2001) parlent l'anglais comme langue maternelle, certains d'entre eux craignent pour la survie de cette langue dans leur pays. Une vague d'unilinguisme balaille les États-Unis depuis les années 80. La diversité culturelle et linguistique est très mal perçue au États-Unis, et le cas du Québec au Canada constitue un exemple à éviter : ils ne veulent pas d'un *American Quebec*.

La Constitution américaine ne contient aucune disposition linguistique. Il n'existe pas de langue officielle *de jure*, mais l'anglais a acquis ce statut dans les faits (*de facto*), puisqu'il a toujours été la langue utilisée par l'administration fédérale, le Congrès, les tribunaux, les services publics, etc., malgré de rarissimes exceptions.

Au recensement fédéral de 2001, quelque 82 % de la population totale (alors de 281,4 millions d'habitants) parlaient l'anglais à la maison, contre 18 % pour les autres langues. Depuis 1990, la minorité hispanique a augmenté de 58 %, tandis que la croissance démographique générale s'élevait à 13,4 %. Les Hispaniques (plus de 38 millions) sont devenus la première minorité du pays, dépassant la communauté noire (34 millions). Le poids des «Latinos» inquiète les *White Anglo-Saxon Protestants* («Whasp») qui craignent de perdre leur contrôle sur le pays. En 1999, le président démocrate, Bill Clinton, avertissait ainsi ses compatriotes : «*D'ici trente ou quarante ans, aucune race ne dominera aux États-Unis. Et nous ferions bien de nous faire à cette idée.*» Les immigrants européens ont fait place aux Hispaniques et aux Asiatiques, qui résistent mieux au fameux *melting pot*. Si la tendance se maintient, les Whasp seront minoritaires en 2050.

Or, en 1964, le président Lyndon Johnson avait fait adopter la Loi sur les droits civils (*Civil Rights Act*), qui rendait illégale la discrimination en matière de droit de vote et de services publics, y compris les écoles. Même s'il ne s'agissait pas d'une loi «linguistique», la Cour suprême des États-Unis a statué (1974) que le fait de ne pas accorder de service à une personne qui ne connaissait pas l'anglais constituait une forme de discrimination liée à l'origine ethnique. À partir de ce moment, il est devenu interdit, de la part d'une agence gouvernementale, de défavoriser un citoyen américain en raison de son origine ethnique ou linguistique.

Dès lors, de riches hommes d'affaires ont fondé des organismes *pro-English* (plus d'une centaine), dont US English (1983), English Only (1983), English First (1986), ProEnglish (1994), etc., qui ont entrepris un combat politique pour promouvoir l'unilinguisme officiel. L'anglais serait en danger, selon un représentant d'US English, le groupe le plus hispanophobe, qui accusait ainsi les minorités en 1990 dans le *Wall Street Journal* : «*L'anglais est menacé aux États-Unis [...] par des chefs de minorités ethniques dynamiques et puissants qui sont financés en bonne*

*partie par notre propre gouvernement fédéral.*» La guerre entreprise a porté ses fruits, car 29 États (Arizona, Californie, Floride, Louisiane, Mississippi, Nouveau Mexique, Texas, etc.), presque tous entre 1984 et 2003, ont modifié leur constitution pour protéger l'anglais.

Non seulement ces États se sont dotés d'une Constitution proclamant l'anglais langue officielle, mais ils ont aussi adopté des lois protégeant l'anglais et garantissant sa prépondérance dans l'administration de l'État, les tribunaux, les élections, l'accès aux professions, les permis de conduire, etc.

Dans le domaine scolaire, c'est l'*Education Code* de la Californie qui décrit le mieux cette politique : «*L'État a pour politique de s'assurer que tous les élèves des écoles maîtrisent l'anglais. À la condition que l'enseignement bilingue soit dispensé dans les situations où il est jugé avantageux pour les élèves, l'enseignement bilingue est autorisé dans la mesure où il ne nuit pas au programme régulier de formation en langue anglaise de tous les élèves.*» L'enseignement bilingue est donc autorisé, sur une base temporaire, afin que les non anglophones puissent poursuivre leur instruction uniquement en anglais.

Mais le mouvement pour l'unilinguisme anglais connaît aussi ses ratés, et il a constamment échoué au niveau fédéral — notamment en 1996, lorsque le Sénat a voté contre le *Bill Emerson*, qui faisait de l'anglais la «langue officielle du gouvernement fédéral», décret pourtant adopté par la Chambre des représentants. Le débat a rebondi en 2005 et en 2006, en vain.

Le discours officiel est constamment parsemé d'allusions à la loyauté envers l'anglais, une attitude perçue comme obligatoire chez tout bon citoyen américain. Vouloir préserver sa langue et sa culture pour un allophone est considéré comme un acte «anti-américain» et «anti-patriotique». Selon ce point de vue, la diversité des langues conduit forcément au conflit linguistique, à la haine ethnique et au séparatisme politique «à la Québec» (*sic*). Dans ces conditions, les Hispaniques sont tenus responsables de la «balkanisation» des États-Unis.

Pour le linguiste James Crawford, un spécialiste de la question<sup>1</sup>, cette politique ne permettra pas aux allophones de devenir de «meilleurs citoyens» ni des «Américains plus purs» en décrétant une langue officielle. Une telle attitude ouvrirait plutôt toutes grandes les portes à la chasse aux sorcières linguistique.

1. James Crawford, *At War with Diversity: U.S. Language Policy in an Age of Anxiety*, 2000.